

CLASSEMENT MONDIAL 2011-2012

UN CLASSEMENT BOULEVERSÉ PAR LA RÉPRESSION DES MOUVEMENTS DE CONTESTATION

La Syrie, le Bahreïn et le Yémen n'ont jamais été aussi mal classés

« Les changements ont été nombreux dans la dixième édition du classement de la liberté de la presse. Changements qui reflètent une actualité incroyablement riche, notamment dans le monde arabe. De nombreux médias ont payé cher la couverture des aspirations démocratiques ou des mouvements d'opposition. Le contrôle de l'information reste un enjeu de pouvoir et de survie pour les régimes totalitaires et répressifs. 2011 illustre également le rôle prépondérant joué par les net-citoyens pour la production et la diffusion de l'information », a déclaré Reporters sans frontières, à l'occasion de la publication de son classement mondial de la liberté de la presse, le 25 janvier 2012.

« *Répression* a été le mot de l'année écoulée. Jamais la liberté d'information n'a été autant associée à la démocratie, jamais le travail de journaliste n'a autant gêné les ennemis des libertés. Jamais les actes de censure et les atteintes à l'intégrité physique des journalistes ne semblent avoir été si nombreux. L'équation est simple : l'absence ou la suppression de libertés publiques entraînent mécaniquement celle de la presse. Les dictatures craignent et interdisent l'information, surtout quand elle peut les fragiliser. »

« Le trio infernal – composé de l'Érythrée, du Turkménistan et de la Corée du Nord, dictatures absolues où n'existe aucune liberté publique – occupe sans surprise la fin du classement. Il est talonné cette année par la Syrie, l'Iran et la Chine, trois pays qui semblent avoir perdu contact avec la réalité, aspirés qu'ils sont dans une folle spirale de terreur ; mais également le Bahreïn, le Viêt-nam, régimes d'oppression par excellence. D'autres pays, comme l'Ouganda et le Bélarus se sont également enfoncés davantage dans la répression. »

« Le classement 2011-2012 voit toujours en tête le même socle de pays – Finlande, Norvège, Pays-Bas, etc. – respectueux des libertés fondamentales, nous rappelant à la fois que l'indépendance de la presse ne peut être préservée que dans les démocraties fortes et que la démocratie se nourrit de la liberté de la presse. Il est à noter l'entrée du Cap-Vert et de la Namibie dans les vingt pays les mieux classés, deux pays africains où aucune entrave au travail des journalistes n'a été recensée en 2011 », a ajouté Reporters sans frontières.

Les mouvements de contestation

Le monde arabe a été moteur de l'histoire en 2011 avec un bilan pour l'instant contrasté des évolutions politiques. Aux antipodes, la Tunisie et le Bahreïn. La Tunisie (134^e) progresse de 30 places et accouche dans la douleur d'un régime démocratique qui ne donne pas encore une place entière à une presse libre et indépendante. Le Bahreïn (173^e) perd 29 places en raison de l'implacable répression des mouvements démocratiques, des procès en série des défenseurs des droits de l'homme, du verrouillage de tout espace de liberté. Si la Libye (154^e) a tourné la page de l'ère Kadhafi, le Yémen, en proie à des violences entre l'opposition et les partisans du président Ali Abdallah Saleh, stagne en 171^e position. Ces deux pays présentent un futur incertain ; la question de la place accordée à la presse y reste en suspens. Tout comme en Égypte qui perd 39 places (166^e) et où les espoirs des démocrates ont été déçus par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir depuis février 2011, qui n'a pas mis fin aux pratiques en vigueur sous la dictature d'Hosni Moubarak. Le pays a par ailleurs connu trois épisodes – en février, novembre et décembre – d'une rare violence à l'égard des journalistes.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Déjà très mal classée en 2010, la Syrie s'enfonce un peu plus dans le classement (176^e): censure absolue, surveillance généralisée, violences aveugles et manipulations du régime ont rendu impossible le travail des journalistes.

Dans d'autres régions du monde, certains mouvements démocratiques ont cherché à s'inspirer de l'exemple arabe mais se sont heurtés à une répression féroce. Le Viêt-nam (172^e) a multiplié les arrestations. Le régime chinois (174^e), rendu fébrile par des contestations régionales ou locales, par l'impatience de la population face à certains scandales et injustices, a renforcé son système de contrôle de l'information, multiplié les détentions extrajudiciaires, durci la censure du Net. Violences, menaces et interpellations ont explosé en Azerbaïdjan (162^e), où le régime autocratique d'Ilham Aliev n'a pas hésité à jeter des net-citoyens en prison, à faire enlever des journalistes d'opposition et à se fermer aux médias étrangers pour imposer le black-out sur la contestation.

L'Ouganda (139^e), sous la houlette de son Président, Yoweri Museveni, a lancé une vague de répression sans précédent contre les mouvements d'opposition et la presse indépendante suite aux élections de février 2011. De même, le Chili (80^e) perd 47 places en raison des nombreuses atteintes à la liberté d'informer, très souvent commises par les forces de l'ordre, constatées dans le contexte des protestations étudiantes. Les États-Unis (47^e) doivent également leur chute (-27 places) aux nombreuses arrestations de journalistes couvrant les cortèges d'Occupy Wall Street.

Plusieurs pays européens décrochent du reste du continent

Le classement accentue le décrochage de certains pays européens avec le reste du continent. La répression de la contestation à la réélection du président Loukachenko vaut au Bélarus de perdre 14 places (168^e). À l'heure où elle s'affiche comme un modèle régional,

la Turquie (148^e, -10 places) opère un grand retour en arrière. Loin des réformes promises, la justice a lancé des rafles de journalistes d'une ampleur inédite depuis le régime militaire.

Au sein de l'Union européenne, le classement traduit une certaine stagnation de la situation, toujours marquée par une coupure nette entre les pays traditionnellement bien notés (Finlande, Pays-Bas) et ceux comme la Bulgarie (80^e), la Grèce (70^e) et l'Italie (61^e) qui ne résolvent pas leurs problèmes d'atteintes de liberté de la presse, essentiellement par absence de volonté politique en la matière. La France, elle, progresse peu, passant de la 44^e à la 38^e place. Tout comme l'Espagne (39^e) et la Roumanie (47^e). La liberté de la presse est plus que jamais un défi à relever dans la péninsule balkanique, prise entre le désir d'intégration européenne et les effets délétères de la crise économique.

La pérennisation de la violence

Plusieurs pays sont marqués par une culture de la violence à l'égard de la presse qui s'est durablement implantée. Il sera difficile d'inverser la tendance sans une lutte efficace contre l'impunité. Le Mexique et le Honduras figurent respectivement à la 149^e et 135^e position. Le Pakistan (151^e) est pour la deuxième année consécutive le pays le plus meurtrier pour les journalistes. La Somalie (164^e), en guerre depuis une vingtaine d'années, ne laisse entrevoir aucune issue à une situation de chaos où les journalistes paient un lourd tribut.

En Iran (175^e), la répression et l'humiliation des journalistes ont été érigées depuis de nombreuses années en culture politique du pouvoir. Le régime se nourrit de la répression des médias. L'Irak (152^e) perd 22 places et se rapproche de façon inquiétante de sa position de 2008 (158^e).

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Des variations notables

Le Soudan du Sud, jeune nation qui fait face à de nombreux défis, fait son entrée dans le classement à une position honorable (111^e) pour cette émanation d'un des pays les plus mal classés, le Soudan (170^e). La Birmanie (169^e) est légèrement mieux notée que les années précédentes, suite aux changements politiques survenus ces derniers mois et qui suscitent quelques espoirs, toutefois à confirmer. Le Niger (29^e) enregistre la plus grosse progression dans le classement avec 75 places gagnées grâce à une transition politique réussie.

C'est également sur le continent africain qu'on comptabilise les chutes les plus importantes: Djibouti, discrète petite dictature de la corne

de l'Afrique, perd 49 places (159^e). Le Malawi (146^e) perd 67 places en raison de la dérive totalitaire de son Président, Bingu Wa Mutharika. Cité plus haut, l'Ouganda (139^e) perd 43 places. Enfin, la Côte d'Ivoire chute de 41 places (159^e) en raison du conflit entre les camps de Laurent Gbagbo et d'Alassane Ouattara qui a durement touché la presse.

En Amérique latine, la chute la plus sensible concerne le Brésil (99^e, -41 places), en raison d'une insécurité élevée qui s'est notamment traduite par la mort tragique de trois journalistes et blogueurs.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

EUROPE ET EX-URSS

LES DIVERGENCES S'ACCENTUENT EN EUROPE

L'Union européenne toujours plus hétérogène, les Balkans face au défi de l'intégration

Si on retrouve la **Finlande** et la **Norvège** ex æquo à la première place, la **Bulgarie** (80^e) et la **Grèce** (70^e) confirment leur statut de « mauvais élèves » de l'UE à 27. Attentats ciblés et menaces de mort contre des journalistes ont marqué l'année en Bulgarie, où les inquiétudes quant au pluralisme de la presse écrite se renforcent. La crise économique a mis à jour la fragilité du financement des médias grecs ; les photographes et cameramen couvrent les manifestations sociales dans des conditions s'apparentant à celles de zones de guerre. Après l'adoption d'une loi instaurant un contrôle direct de la majorité politique sur les médias et la réforme constitutionnelle de décembre 2011, la **Hongrie** rétrograde à la 40^e place (-17). Le précédent d'une telle législation, dans le silence des autres États membres, enfonce un nouveau coin dans la crédibilité du modèle européen.

Suscitant toujours l'inquiétude sur la protection du secret des sources et la capacité des journalistes d'investigation à enquêter sur les cercles proches du pouvoir, la **France** stagne à un niveau décevant (38^e). **L'Italie** (61^e), qui compte toujours plus d'une dizaine de journalistes sous protection policière, tourne la page de plusieurs années de conflits d'intérêt avec le départ de Silvio Berlusconi. Mais cette édition du classement porte encore son empreinte, notamment à travers le retour de la « loi-bâillon » et une volonté de filtrage administratif du Net repoussés de justesse. Dans le contexte tout particulier de l'affaire « News Of The World », le **Royaume-Uni** (28^e) a inquiété par son approche de la

protection des données privées dans sa réponse aux émeutes de Londres. Envers et contre tout, le pays conserve aussi la législation surréaliste qui permet au monde entier de venir poursuivre des médias sur son sol.

Le contraste entre les trois pays baltes s'est accentué. Alors que **l'Estonie** se maintient en tête du classement (3^e), la **Lettonie** et la **Lituanie** chutent respectivement à la 50^e et à la 30^e place suite à des décisions de justice ubuesques et à une ingérence accrue des services de sécurité. La **Slovaquie** (25^e) bénéficie d'un apaisement relatif des relations entre le pouvoir et la presse suite au départ de Robert Fico, ancien Premier ministre aux méthodes brutales et au langage ordurier à l'égard des journalistes.

La crise économique a contribué à accentuer les traits les plus problématiques des paysages médiatiques balkaniques : instrumentalisation de la presse par des intérêts particuliers ou mafieux, concurrence faussée sur des marchés très restreints, réflexes d'autocensure d'une partie croissante de journalistes très précarisés... La justice, souvent peu formée, proche du pouvoir et souffrant d'une corruption endémique, semble plus occupée à harceler les médias qu'à mettre fin à l'impunité de ceux qui agressent et menacent les journalistes. C'est le cas par exemple de la **Bosnie-Herzégovine** (58^e), du **Monténégro** (107^e), de **l'Albanie** (96^e) et de la **Macédoine** (94^e) qui a brusquement été amputée de 40 % de son paysage médiatique suite à la fermeture du groupe Plus Produkcija, propriétaire de trois quotidiens et de la principale chaîne télévisée privée du pays.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

La Turquie retrouve de vieux réflexes, l'Azerbaïdjan et le Bélarus s'enferment dans une spirale répressive

À la 148^e place (-10), la **Turquie** poursuit sa descente aux enfers. Malgré le pluralisme et la vivacité de la presse turque, l'année 2011 marque une brutale escalade dans le harcèlement judiciaire dont les journalistes sont l'objet. Au nom de l'argument « antiterroriste », des dizaines d'entre eux ont été jetés derrière les barreaux avant même d'être jugés, notamment dans le cadre des affaires Ergenekon et KCK. L'élargissement inédit du spectre de ces arrestations, les écoutes téléphoniques massives et le mépris du secret des sources contribuent à réintroduire un certain climat d'intimidation parmi les professionnels des médias.

En **Russie** (142^e), la liberté de la presse affiche une morne stagnation. Malgré des zones d'ombre, la condamnation des assassins d'Anastasia Babourova et Stanislav Markelov a suscité l'espoir ; mais l'impunité reste la règle pour les assassins et agresseurs de journalistes. Le renforcement des peines prévues dans de tels cas, tout comme la dépenalisation des délits de presse, sont de bonnes nouvelles. Mais l'impact de ces réformes reste à déterminer – notamment en l'absence de révision de la législation antiterroriste. Les manifestations sans précédent de décembre 2011 inaugurent cependant une période plus incertaine : si la parole semble commencer à se libérer dans certaines rédactions, la répression a pour l'instant été à la mesure des enjeux.

Marqués par la violente répression de mouvements de contestation pro-démocratiques, le **Bélarus** (168^e) et l'**Azerbaïdjan** (162^e) font une chute remarquable et se rapprochent des profondeurs du classement. Les prédateurs de la liberté de la presse Alexandre Loukachenko et Ilham Aliiev ont largement fait payer aux médias la remise en cause de leur autorité manifestée dans la rue. Plus d'une centaine de journalistes et blogueurs interpellés, dont une trentaine condamnés à des peines de prison, pression accrue sur les médias indépendants, déportation de journalistes étrangers... Non content de cette répression aveugle, le « batka » bélarusse a trouvé en la presse un bouc émissaire pour tous les maux du pays.

Usant des mêmes méthodes, Bakou a mis un accent particulier sur la surveillance des réseaux sociaux et incarcéré des net-citoyens dont le seul tort était d'appeler à manifester en ligne. Passages à tabac, enlèvement de journalistes d'opposition, menaces physiques pressantes... la violence a fait son grand retour dans le pays, où un journaliste a été assassiné pour la première fois depuis cinq ans.

La **Géorgie** (104^e) ne fait plus la course en tête dans le Caucase du sud. Le pays paie notamment le prix de la violente répression d'une manifestation d'opposition en mai, et des pressions persistantes contre les journalistes et blogueurs soupçonnés de sympathie pour la Russie. Sous l'apparence d'une remontée spectaculaire (+24), l'**Arménie** retrouve en fait une place comparable à celle qu'elle occupait il y a trois ans, avant l'épisode de répression brutale consécutif aux élections disputées de 2008. Les médias restent néanmoins l'objet d'un harcèlement judiciaire constant, et l'ampleur des dommages demandés favorise un climat d'intimidation. L'autorégulation reste un défi majeur à relever.

En Asie centrale, le **Kirghizstan** tourne la page d'une année 2010 marquée par la violente agonie d'une cruelle dictature et des massacres interethniques dans le sud du pays, pour retrouver la première place parmi les pays d'Asie centrale (108^e). La situation de la liberté de la presse y reste néanmoins des plus précaires, entre agressions violentes et initiatives liberticides du parlement. L'année a été mauvaise au **Tadjikistan** voisin (122^e) où les autorités continuent de brandir le spectre de la guerre civile et de l'islamisme radical pour tenter de museler la presse indépendante.

La remontée du **Kazakhstan** (154^e) ne s'explique que relativement aux importants mouvements d'autres pays en bas du classement cette année. En réalité, soucieuses de préserver coûte que coûte leur façade de stabilité, les autorités ont redoublé d'acharnement contre les rares voix indépendantes et cherché à asseoir leur contrôle sur Internet. La Toile est également

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Europe et ex-URSS

passée au centre de l'attention des dictatures **ouzbèke** (157^e) et **turkmène** (177^e) qui n'enregistrent aucun progrès. Les Turkmènes n'ont accès qu'à un Intranet national ultra censuré, mais la guerre de l'information 2.0 est désormais ouverte avec les quelques ressources basées à l'étranger.

Malgré une remontée relative par rapport à une année 2010 historiquement basse et marquée par la disparition du journaliste Vasil Klymentiev, **l'Ukraine** (116^e) confirme les tendances négatives observées depuis l'élection de Viktor Ianoukovitch en février 2010 : agressions de journalistes nombreuses, violentes et impunies, retour de la censure...

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

AFRIQUE



EN AFRIQUE, LES ÉCARTS SE CREUSENT ENTRE BONS ET MAUVAIS ÉLÈVES

Chutes vertigineuses de pays ayant réprimé des contestations populaires

Si le printemps arabe de 2011 n'a pas débordé en Afrique subsaharienne au point de faire tomber des gouvernements, certains régimes ont fait face à de fortes revendications politiques et sociales. Les journalistes couvrant ces manifestations ont souvent subi de plein fouet la réponse brutale apportée par les forces de police, promptes à réprimer sans discernement et à s'en prendre aux témoins gênants. Cela a été le cas en **Angola** (132^e) où plusieurs journalistes ont été arrêtés pendant les manifestations, en septembre. Entre l'élection présidentielle de février – marquée par des violences et la surveillance de journalistes – et la répression brutale des « Walk-to-Work protests », plus tard dans l'année, au cours desquelles des dizaines de journalistes ont été interpellés, 2011 restera un mauvais souvenir pour la presse en **Ouganda** (139^e), qui perd 43 places. Pire encore pour le **Malawi** (146^e) qui enregistre la plus forte chute au niveau mondial en perdant 67 places. Pendant l'été, les journalistes ont été victimes de la répression au même titre que les manifestants. Plusieurs reporters ont été arrêtés et malmenés. Du matériel a été cassé. En septembre, l'étudiant et blogueur Robert Chasowa a été retrouvé mort, sans doute assassiné. Les médias qui souhaitent enquêter sur cette affaire sont intimidés. Tout ceci alors que la législation sur la presse s'est fortement durcie en début d'année, entraînant certains partenaires européens à suspendre une partie de leur aide.

Les pays les plus fermés et autoritaires en queue de classement

Pour le contrôle qu'exercent les autorités sur les médias et la liberté d'expression en général, Reporters sans frontières juge la situation « très grave » au **Rwanda** (156^e) et en **Guinée équatoriale** (161^e). Perdant 49 places, **Djibouti** (159^e) vient s'immiscer entre ces deux pays. Le chef de l'État, Ismael Omar Guelleh, a été réélu début 2011 au terme d'une élection présidentielle jouée d'avance et sans possibilité pour l'opposition de s'exprimer dans les médias. La presse libre n'existe pas, six collaborateurs d'une radio en exil ont été emprisonnés pendant quatre mois, les réseaux sociaux ont été surveillés pour étouffer les contestations.

La présence de la **Côte d'Ivoire** (159^e, ex æquo avec Djibouti) au sein de ce groupe ne doit tromper personne. Dans ce pays, la presse existe là où chez Teodoro Obiang Nguema ou Ismael Omar Guelleh elle n'existe pas, et elle s'exprime là où chez Paul Kagamé cela lui est très difficile. Mais la Côte d'Ivoire paie un premier semestre 2011 qui fut dramatique pour la presse lorsque la crise postélectorale s'est soldée par des pressions en tout genre sur les rédactions, des actes de violence et les assassinats d'un journaliste et d'un collaborateur des médias. Pendant la bataille d'Abidjan, début avril, il était impossible pour un journaliste de sortir et de traverser la ville.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Afrique

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Insécurité, censure et prison : trois pays d'Afrique de l'Est aux dernières places du continent

Année après année, les professionnels de l'information sont exposés au chaos et à l'anarchie qui règnent en **Somalie** (164^e), pays en guerre, sans gouvernement stable depuis 1991. En 2011, à Mogadiscio, quatre journalistes ont été tués. La pratique de la censure préalable et les suspensions de journaux, auxquelles se sont ajoutés des interpellations de journalistes, des détentions et des mauvais traitements, justifient le très mauvais score du **Soudan** d'Omar el-Béchir (170^e). Enfin **l'Érythrée** (179^e) occupe pour la cinquième année consécutive la dernière place de ce classement mondial. Ce pays, dictature totalitaire de la corne de l'Afrique, subit l'étouffoir dans lequel le président Issaias Afewerki l'a plongé. Comme les autres libertés, celle d'exprimer son opinion n'existe pas. Une trentaine de journalistes au moins sont emprisonnés, certains depuis plus de dix ans, dans des conditions effroyables.

À l'autre extrême de ce classement, plusieurs pays d'Afrique confirment l'enracinement de leur respect pour la liberté de l'information ou enregistrent des progrès notables.

Le groupe des bons élèves s'élargit

On trouve en 2011 davantage de pays africains dans le top 50 (9 contre 7 l'an passé), de même que dans le top 100 (27 contre 24 en 2010). Le premier État non-européen du classement vient d'Afrique et il fait partie des dix pays au monde les plus respectueux de la liberté de la presse. Il s'agit du **Cap-Vert** (9^e), démocratie en bonne santé, modèle de bonne gouvernance, où l'alternance fait partie de la vie politique, ce qu'a encore prouvé l'élection présidentielle de l'été dernier. Les journalistes y sont pleinement libres et l'accès de toutes les forces politiques aux médias publics est garanti. La **Namibie** (20^e) occupe également une très bonne place, devant le Japon ou le Royaume-Uni par exemple.

Le **Botswana** (42^e), qui enregistre une progression de 20 places, et les **Comores** (45^e), qui gagnent 25 places, se rapprochent du **Mali** (25^e) et du **Ghana** (41^e) – traditionnels moteurs du continent en matière de respect des journalistes.

Une progression spectaculaire et des percées notables

Le **Niger** (29^e) effectue la plus forte progression mondiale avec un bond de 75 places. La presse évolue dans un contexte économique précaire, mais elle est libre et bénéficie d'une législation favorable. Les violations ont presque disparu. L'amélioration s'observe tant au niveau des mesures concrètes que des symboles. En fin d'année, le président Mahamadou Issoufou, élu au printemps, a été le premier chef d'État à signer la Déclaration de la Montagne de la Table, s'engageant ainsi à promouvoir la liberté de la presse. D'autres chefs d'État pourraient l'imiter, comme par exemple Mohamed Ould Abdel Aziz, président de la **Mauritanie** (67^e). Dans ce pays, l'adoption d'une loi sur la presse électronique, la libéralisation de l'audiovisuel, et un nombre d'incidents limité ont permis de gagner 28 places, une progression qui doit être confirmée.

Plombé en 2010 par le décès en détention du journaliste Bibi Ngota, le **Cameroun** (97^e) regagne une place honorable même si toute la lumière doit encore être faite sur ce drame ainsi que sur le décès, en novembre 2011, du journaliste anti-corruption et correspondant de Reporters sans frontières, Jules Koum Koum. Ce pays a par ailleurs cruellement besoin de réformes : dépénalisation des délits de presse et modernisation de la loi sur la communication. Après sa chute consécutive à la crise de 2009, **Madagascar** (84^e) continue de progresser, mais l'année électorale 2012 sera pleine d'enjeux.



Afrique

Dans le ventre mou

L'absence d'incidents majeurs pour les médias au **Sénégal** (75^e) permet au pays de gagner 18 places, mais la situation demeure fragile, à un mois d'une élection présidentielle qui s'annonce tendue. Comme au Cameroun, les autorités de Dakar ne se sont toujours pas résolues à protéger les journalistes contre les peines de prison en dépenalisant les délits de presse. En dépit d'un usage abusif de poursuites judiciaires contre les médias, le **Liberia** (110^e) est un pays où la presse peut exercer librement, mais qui perd cette année vingt-six places en raison des suspensions de médias et des agressions de journalistes qui ont émaillé la réélection de la présidente Ellen Johnson Sirleaf, en octobre et novembre, suite au boycott du scrutin par son opposant Winston Tubman.

Enfin, indépendant depuis le 9 juillet 2011, le **Soudan du Sud** (111^e) fait son apparition pour la première fois dans ce classement mondial à une place honorable. Le défi de ce pays est de construire un État solide et viable, dans un environnement régional très instable, tout en garantissant la liberté d'expression. Juba doit absolument éviter de plonger là où ont sombré ses voisins.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

ASIE-PACIFIQUE



INSÉCURITÉ ET CENSURE EN HAUSSE EN ASIE

L'insécurité et l'impunité demeurent au Pakistan, en Afghanistan et aux Philippines, tandis que le Sri Lanka, le Viêt-nam et la Chine s'enfoncent un peu plus dans la répression

En 2011, l'insécurité demeure la préoccupation majeure des journalistes en **Afghanistan** (150^e) et au **Pakistan** (151^e), sous la menace permanente des taliban, extrémistes religieux, mouvements séparatistes ou partisans politiques. Avec dix tués, le Pakistan est le pays le plus meurtrier pour la deuxième année consécutive.

Aux **Philippines** (140^e), qui enregistrent une progression logique après une chute en 2010 due au massacre d'Ampatuan de novembre 2009, les groupes paramilitaires et les milices privées continuent leurs attaques récurrentes contre les professionnels des médias. Comme le montre l'instruction de la tuerie des 32 journalistes philippins, l'action des autorités reste largement insuffisante.

Bien que d'intensité moindre, l'insécurité des professionnels des médias perdure au **Bangladesh** (129^e) et au **Népal** (106^e) où les journalistes subissent régulièrement les menaces des groupes politiques rivaux et de leurs partisans. Ainsi au Bangladesh, les groupes d'opposition et la ligue Awami au pouvoir se rendent tour à tour responsables de violences et d'entraves à l'encontre de la presse. Par ailleurs, malgré un pluralisme réel de la presse, des lois permettent au gouvernement de maintenir un contrôle excessif sur les médias et Internet. Au Népal, la diminution des violences par les groupes maoïstes dans le Sud et l'efficacité accrue de

la justice expliquent la progression relative du pays. Les menaces et les attaques perpétrées par des politiques et des groupes armés ont cependant continué d'entacher la liberté de la presse tout au long de l'année.

En fin de classement : entre autoritarisme et transitions incertaines

La situation de la liberté de l'information s'est fortement dégradée dans deux pays aux mains de régimes autoritaires.

En 2011, la **Chine**, première prison du monde pour les journalistes, blogueurs et cyberdissidents, a renforcé censure et propagande, par un contrôle accru d'Internet, et notamment de la blogosphère. Depuis les premiers mouvements de protestations dans les pays arabes et les appels à la démocratie qu'ils ont suscités dans les principales villes chinoises, on assiste à une vague d'arrestations dont on ne voit toujours pas la fin. Dans les régions autonomes du Tibet, de la Mongolie intérieure et du Xinjiang, les protestations des minorités donnent systématiquement lieu à une répression féroce des autorités. À Pékin et à Shanghai, les correspondants internationaux ont été particulièrement visés par les forces de sécurité et travaillent sous la menace perpétuelle de refus d'extension de visas ou d'expulsion. Les autorités ont empêché les journalistes de couvrir la plupart des événements qui nuisent à la stabilité ou donnent une image négative de la Chine.

Le **Viêt-nam** (172^e) semble suivre la voie tracée par Pékin en matière de répression et perd sept places. À l'image de Pham Minh Hoang, condamné à trois ans de prison et trois ans

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Asie-Pacifique

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

d'assignation à résidence, le 10 août 2011, pour « tentative de renversement du gouvernement », les journalistes engagés et les blogueurs pro-démocratie sont harcelés par les autorités, tandis que la justice continue d'invoquer la sécurité de l'État pour prononcer des peines allant de 2 à 7 ans d'emprisonnement.

Au **Sri Lanka** (163^e), l'emprise du clan Rajapakse pousse les derniers journalistes d'opposition à fuir le pays. Ceux qui restent sont régulièrement victimes de harcèlements et de menaces. Si les violences se font plus rares, l'impunité et la censure officielle des sites d'information indépendants ont supprimé tout pluralisme, et contribuent plus que jamais à l'autocensure de la quasi-totalité des médias.

La **Birmanie** (169^e), dont les premiers signes d'ouverture (amnisties partielles, limitations de la censure préalable) ont pu être observés, reste largement sous le contrôle d'un régime autoritaire, aux mains des anciens officiers de la junte militaire reconvertis en parlementaires civils. Près de 10 journalistes y demeurent emprisonnés.

En **Corée du Nord** (178^e), si l'information circule davantage à travers les frontières, nul ne sait si cette tendance durera sous le règne de Kim Jong-un, fils héritier de Kim Jong-il. La continuation de la dynastie, le poids de l'appareil militaire et la volonté de puissance du régime n'incitent en tout cas pas à l'optimisme.

En tête de classement : les traditionnels « bons élèves » à la dérive ?

Les traditionnels bons élèves n'ont pas brillé en 2011. Avec la chute de la **Nouvelle-Zélande** à la 13^e position, plus aucun pays de l'Asie-Pacifique ne figure parmi les dix premiers du classement.

En 2011, **Hong Kong** (54^e) voit une nette dégradation de la liberté de la presse et dégringole au classement. Interpellations, agressions et pressions ont détérioré les conditions de travail des journalistes d'une manière inédite, illustrant un inquiétant changement de la politique gouvernementale.

En **Australie** (30^e), les médias ont été visés par des enquêtes, des blocages dans l'accès à l'information et des critiques de la part des autorités, tandis qu'au **Japon** (22^e), la couverture du tsunami et de l'accident nucléaire de Fukushima, a donné lieu à des restrictions abusives tout en révélant les limites du pluralisme de la presse.

Situations préoccupantes

En **Inde** (131^e), les journalistes sont confrontés à l'insécurité causée par les conflits endémiques des régions du Chhattisgarh et du Jammu-et-Cachemire. La menace de groupes mafieux opérant dans les principales villes du pays, contribue à leur autocensure. Mais les autorités ne sont pas en reste. En mai 2011, elles ont annoncé de nouvelles régulations, « The Information Technology Rules, 2011 », dangereuses pour la liberté d'expression en ligne. Par ailleurs, des reporters étrangers se voient toujours refuser des visas ou même exiger des couvertures positives du pays.

La répression de l'armée indonésienne dans la province de la Papouasie occidentale, où au moins deux journalistes ont été tués en 2011, cinq enlevés et dix-huit agressés, est la principale cause de la chute de **l'Indonésie** (146^e) au classement. Malgré les efforts de la profession, des tentatives du gouvernement pour reprendre le contrôle des médias et d'Internet et une justice corrompue, sous influence des politiques et des groupes de pression, empêchent le développement d'une presse plus libre.

Entre détentions illégales et intimidations, la **Mongolie** (100^e) et les **Maldives** (73^e) montrent leur fragilité en matière de la liberté de la presse. Un climat d'intolérance religieuse caractérise les Maldives, où les médias sont victimes d'intimidations de la part des autorités et doivent composer avec un ministère des Affaires islamiques qui cherche à imposer la charia aux dépens de la liberté d'expression.

AMÉRIQUES



DÉBORDEMENTS CRITIQUES AUX ÉTATS-UNIS ET AU CHILI, LE BRÉSIL PLOMBÉ PAR L'INSÉCURITÉ

La vague contestataire mondiale de l'année 2011 a également traversé le Nouveau Monde. Elle tire vers le bas du classement les **États-Unis** (47^e) et le **Chili** (80^e), qui perdent respectivement 27 et 47 points, où les journalistes ont payé leur écot à la répression – ou aux débordements – des mouvements protestataires. Aux États-Unis, plus de 25 d'entre eux ont subi en deux mois arrestations et brutalités d'une police prompte à les faire inculper pour « conduite inappropriée », « nuisance publique », voire « défaut d'accréditation » ! Au Chili, où la fronde estudiantine met également en cause la surconcentration des médias, les attaques physiques ou en ligne et attentats contre des rédactions se sont ajoutés aux violences envers les journalistes. Beaucoup de ces dernières, assorties de détentions musclées et de destructions de matériel, doivent aux abus de carabiniers rarement sanctionnés.

Toujours au sud, l'année 2011 retiendra les nets reculs de deux pays : le **Brésil** (99^e, -41) et le **Paraguay** (80^e, -26), **l'Argentine** (47^e) maintenant une position convenable. L'insécurité constitue cette fois le facteur d'une telle évolution. Au Nord et Nord-est brésiliens comme dans les régions frontalières paraguayennes, la corruption locale, les activités du crime organisé ou les atteintes à l'environnement sont autant de sujets dangereux pour les journalistes, mais aussi pour les blogueurs. Trois d'entre eux ont perdu la vie au Brésil en 2011. Si le géant sud-américain montre des efforts dans la lutte contre l'impunité, la justice reste inégalement appliquée selon les régions et les États, et sujette à de fortes pressions politiques. Une réalité également présente au Paraguay, qui compte un tué, où la profession dénonce la carence de loi d'accès à l'information publique, récemment adoptée chez son grand voisin.

Le bilan humain du Brésil se compare à celui du Pérou (115^e) où trois journalistes ont également été assassinés. Pays connu pour son lot d'agressions fréquentes envers la presse, le Pérou se distingue aussi par la multiplication des procédures pénales pour « diffamation » ou « injure ». Le journaliste audiovisuel Paul Garay Ramírez a payé ces griefs de six mois de détention, entre avril et octobre 2011. Harcèlement judiciaire, équilibre pluraliste difficile, polarisation et agressions récurrentes caractérisent toujours le climat en **Équateur** (104^e) et en **Bolivie** (108^e), dont les positions restent inchangées. Cette situation est encore plus marquée au **Venezuela** (117^e, +16), qui gagne néanmoins quelques places. Comptant un tué en lien direct avec la profession, la **Colombie** (143^e) se maintient dans les abîmes du classement en raison de la persistance des menaces, exils et arrêts de travail forcés, en particulier de journalistes issus des zones de conflits. Malgré des avancées judiciaires, le pays n'a toujours pas soldé ses années de guerre ni les sombres pratiques – espionnage, sabotages, campagnes de discrédit – de l'ancien Département administratif de sécurité (DAS).

Contrastes au centre

L'assassinat d'un directeur de radio est à déplorer au **Panama** (113^e, -32), dont le recul doit aussi à l'expulsion de deux journalistes espagnols solidaires de populations indigènes, confrontées aux visées territoriales de l'industrie minière. Un climat exécrable, assorti là encore de campagnes de discrédit personnel, règne entre le gouvernement de Ricardo Martinelli et une large frange de la profession. Mal noté pour son insécurité, une autocensure tenace

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Amériques

et un pluralisme insuffisant, le **Guatemala** (97^e, -20) a compté cette année un journaliste détenu sans preuve. Au même niveau, la **République dominicaine** (95^e) a dû faire le deuil de l'un de ses journalistes, assassiné peu de temps après un bref placement en détention pour « diffamation ». De fréquents abus policiers y sont, par ailleurs, dénoncés. En **Haïti** (52^e) voisine, en lente rémission du tremblement de terre du 12 janvier 2010, les tensions politiques survenues à la veille de l'investiture de Michel Martelly, le 14 mai, n'auront heureusement pas dépassé le seuil critique pour la sécurité des journalistes.

De même, au **Nicaragua** (72^e, +11), la polarisation exprimée avant la réélection de Daniel Ortega à la présidence, en novembre, n'a guère affecté au final le travail des journalistes et leur liberté de mouvement. Malgré des cas de menaces sérieux, le pays reprend quelques places, à l'image du **Salvador** (37^e, +14), servi par un faible nombre d'agressions. Le **Costa Rica** (19^e) emporte cette année le premier rang des pays latino-américains, qu'il dispute traditionnellement à l'**Uruguay** (32^e). Le contraste n'en est que plus fort en Amérique centrale, le **Honduras** (135^e) stagnant toujours en fin de liste depuis le coup d'État de juin 2009. Les cinq journalistes tués en 2011, dont trois en lien direct avec la profession, et les persécutions systématiques contre les médias d'opposition et les radios communautaires, entérinent sa sinistre réputation de pays le plus dangereux du continent pour la presse juste après le **Mexique** (149^e, -13).

Ce dernier poursuit sa descente, dans le contexte tragique de l'offensive fédérale contre le narcotrafic qui a fait 50 000 morts en cinq ans. Outre cinq journalistes assassinés, le pays voit désormais s'abattre crimes et représailles contre des internautes défiant la violence ambiante. Fermant la marche sur le continent, **Cuba** (167^e) n'a toujours pas accédé à l'ouverture en matière de libertés publiques et de droits de l'homme que laissait espérer la libération du dernier journaliste dissident incarcéré, le 8 mars 2011, après celle de ses collègues victimes du « Printemps noir ». Répressions et détentions brèves menacent toujours les journalistes et blogueurs affranchis du contrôle de l'État.

Après le **Canada** (10^e, +11) qui reprend la tête du classement sur le continent, la Jamaïque (16^e), et surtout le **Surinam** (22^e, +13) et les sept États associés de l'**Est caribéen (OECS)** (25^e, +32) enregistrent des progressions, justifiées par une absence presque totale de faits de violence ou d'entraves sérieuses à la liberté d'informer. Une autre surprise vient à l'inverse de **Trinidad-et-Tobago** (50^e, -20) marqué par un scandale d'espionnage de journalistes, des manœuvres de boycotts envers des médias audiovisuels et des abus de procédures. Le **Guyana** (58^e), où s'applique toujours le monopole d'État sur la radio, connaît une situation similaire et reste au même rang.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

MAGHREB ET MOYEN-ORIENT



LES RÉVOLTES ARABES ET LEUR IMPACT SUR LE CLASSEMENT DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les révoltes arabes et les mesures de contrôle de l'information prises par les autorités des pays concernés ont fortement influencé le classement dans la zone MENA. Du Maroc au Bahreïn, en passant par le Yémen, peu de pays ont été épargnés par cette vague de soulèvements populaires en faveur de changements démocratiques, largement réprimés. Mais si certains prédateurs de la liberté de la presse et ennemis d'Internet sont tombés, d'autres sont toujours place. Les transitions amorcées n'évoluent pas forcément vers davantage de pluralisme. Aussi la plupart des évolutions sur 2011 s'inscrivent à la baisse. Par ailleurs, il convient de souligner combien les libertés gagnées sont fragiles et qu'elles peuvent être balayées très facilement.

Pays où les révoltes ont abouti à des changements politiques

La **Tunisie** monte ainsi dans le classement, passant de la 164^e à la 134^e place, du fait de la fin de la répression exercée par le régime de Zine el-Abidine Ben Ali à l'encontre des professionnels de l'information, l'émergence d'un véritable pluralisme d'opinions à travers la presse écrite et la fin, au moins pour le moment, d'une politique de filtrage massif et systématique d'Internet. Les toutes récentes nominations à la tête des médias publics nous rappellent qu'un retour en arrière est toutefois possible.

La **Libye** également a progressé dans le classement, mais de manière plus légère, passant de la 160^e à la 154^e place. Suite au soulèvement qui a touché le pays à partir de février 2011, on

a assisté à une explosion du nombre de médias principalement dans l'est du pays, avant que cette fièvre pluraliste ne gagne l'ouest avec la libération de Tripoli fin août. Les journaux, radios et chaînes de télévision ont poussé comme des champignons. Toutefois, la Libye paie le poids des très nombreuses exactions commises contre les professionnels de l'information pendant ce conflit. Si le processus de démocratisation en place se poursuit et si le pluralisme et l'indépendance des médias s'inscrivent dans les faits et la durée, la Libye devrait gagner des places dans les prochains classements.

Pays où la répression est toujours d'actualité et où les changements restent cosmétiques

La plupart des pays ont baissé dans le classement du fait des mesures de contrôle de l'information déployées afin d'imposer un black-out médiatique sur la répression à l'œuvre. **L'Égypte**, en perdant 39 places (166^e contre 127^e l'année dernière), paie la répression des différentes phases révolutionnaires successives par le régime d'Hosni Moubarak, puis par le Conseil suprême des forces armées. La chasse aux journalistes étrangers pendant trois jours début février, les convocations, arrestations et condamnations des professionnels de l'information et blogueurs devant des juridictions militaires, les perquisitions sans mandat ont sévèrement dégradé la place du pays dans le classement.

Le **Royaume du Bahreïn** (173^e) a chuté dans les profondeurs, perdant 29 places, et entrant

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Maghreb et Moyen-Orient

ainsi dans le clan des 10 pays les plus fermés et les plus répressifs au monde. Une répression systématique des journalistes bahreïnais et étrangers s'est abattue dès février. Un arsenal de mesures a été pris pour que le moins d'information possible ne circule sur la situation dans le pays. Parallèlement, les autorités ont usé largement des médias afin de diffuser leur propagande pro-gouvernementale. La mise en place d'une commission d'enquête indépendante n'a pas mis un terme aux exactions contre les journalistes. Elle a juste contribué à ce qu'on ne parle plus du Bahreïn, suite aux engagements des autorités.

Le **Yémen** ne perd quant à lui qu'une place (171^e contre 170^e en 2010) malgré la violence déployée par les forces de l'ordre contre les manifestants et les journalistes qui couvrent ces manifestations. Mais la situation de la liberté de la presse au Yémen était déjà très préoccupante. Le pays ayant perdu 16 places depuis 2008, début de la nette dégradation de la situation de la liberté de la presse. L'initiative du Conseil de coopération des États arabes du Golfe quant au départ d'Ali Abdallah Saleh de la Présidence, signée le 23 novembre dernier, n'a rien changé à la situation. Loin de là.

La **Syrie**, déjà très basse dans le classement les années précédentes, recule encore un peu plus, passant de la 173^e à la 176^e place, à la porte du 'trio infernal'. La situation en Syrie a eu des conséquences sur son voisin libanais, le gouvernement en place coopérant quelque peu avec le régime de Damas dans sa traque des journalistes et blogueurs dissidents syriens sur son territoire.

L'**Arabie Saoudite** ne perd qu'une place (158^e contre 157^e) malgré la manière dont les autorités ont organisé un black-out sur les manifestations dans la région Est du pays à majorité chiite et leur répression. Mais le pays est déjà dans le bas du classement du fait de l'absence de pluralisme et du fort niveau d'autocensure des journalistes.

Rechutes de certains pays

Alors que l'**Irak** était monté, pendant plusieurs années consécutives, de plusieurs places dans le classement de la liberté de la presse, ce

pays perd cette année 22 places, passant de la 130^e à la 152^e position – retrouvant la même position qu'en 2008, où il occupait la 158^e place – pour différentes raisons. La première est la recrudescence des assassinats de journalistes. Celui de Hadi Al-Mahdi, le 8 septembre 2011, constitue clairement une date de rupture. Par ailleurs, les professionnels de l'information sont très souvent la cible de violences perpétrées par les forces de sécurité, que ce soit à Bagdad au cours des manifestations Place Tahrir, ou au Kurdistan irakien, alors même que cette région a longtemps été une zone refuge pour les journalistes pendant des années.

La baisse d'**Israël** (intra) de 6 places (92^e contre 86^e en 2010) est explicable par deux facteurs différents : le fait qu'Uri Blau, journaliste à Haaretz, risque jusqu'à sept ans de prison pour possession de documents classés « confidentiel », et que sa source, Anat Kam, ait été condamnée à trois ans de prison ferme le 31 octobre dernier. Par ailleurs, le 21 novembre, le Parlement a adopté en première lecture un projet de loi sur la presse qui prévoit une augmentation vertigineuse du montant des dommages et intérêts que devront verser les auteurs de propos qualifiés par le juge de « diffamatoires ». De manière générale, alors qu'il existe un véritable pluralisme des médias en Israël, la censure militaire au préalable à toute publication explique que ce pays n'entre pas dans le top 50 du classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

Les attaques contre des journalistes à l'occasion des rassemblements de Palestiniens demandant la fin de la guerre entre le Fatah et le Hamas, ainsi que la prise de contrôle illégale du syndicat des journalistes gazaouis par des partisans du Hamas expliquent la baisse de trois places des **Territoires palestiniens** dans le classement.

Des baisses qui se confirment

Les **Émirats arabes unis** poursuivent leur chute dans le classement, passant de la 87^e à la 112^e place du fait notamment de la politique de filtrage de la Toile et l'incarcération du blogueur Ahmed Mansour, administrateur du forum de débat démocratique Al-Hewar (« Le dialogue ») du 8 avril au 28 novembre 2011,

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



Maghreb et Moyen-Orient

avec quatre aux activistes – surnommés les « UAE 5 ». Il aurait été victime de mauvais traitements en détention, et sa famille à fait l'objet de nombreuses menaces.

En **Jordanie**, alors que la situation de la liberté de la presse n'a intrinsèquement pas évolué, les violences policières à l'encontre des professionnels de l'information et les attaques répétées et délibérées contre les bureaux de l'Agence France Presse à Amman expliquent la baisse de huit places du pays dans le classement (passant 128^e contre 120^e en 2010).

Le **Maroc** confirme aussi sa descente, passant de la 135^e à la 138^e place, suite à l'incarcération du rédacteur en chef d'Al-Massae, Rachid Nini, le 28 avril. Il est toujours détenu.

Quant à **l'Algérie**, elle poursuit sa remontée dans le classement (+11, passant de la 133^e position à la 122^e) du fait notamment de la diminution du nombre de procès contre les journalistes.

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus
↓↓ de dix places

↑ Évolution de moins
↓ de dix places

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2012

Rang	Pays	Note	
1	Finlande	-10,00	=
-	Norvège	-10,00	=
3	Estonie	-9,00	↑
-	Pays-bas	-9,00	↓
5	Autriche	-8,00	↑
6	Islande	-7,00	↓
-	Luxembourg	-7,00	↑
8	Suisse	-6,20	↓
9	Cap-Vert	-6,00	↑↑
10	Canada	-5,67	↑↑
-	Danemark	-5,67	↑
12	Suède	-5,50	↓↓
13	Nouvelle-Zélande	-5,33	↓
14	République Tchèque	-5,00	↑
15	Irlande	-4,00	↓
16	Chypre	-3,00	↑
-	Jamaïque	-3,00	↑↑
-	Allemagne	-3,00	↑
19	Costa Rica	-2,25	↑↑
20	Belgique	-2,00	↓
-	Namibie	-2,00	↑
22	Japon	-1,00	↓↓
-	Surinam	-1,00	↑↑
24	Pologne	-0,67	↑
25	Mali	0,00	↑
-	OECS	0,00	↑↑
-	Slovaquie	0,00	↑↑
28	Royaume-Uni	2,00	↓
29	Niger	2,50	↑↑
30	Australie	4,00	↓↓
-	Lituanie	4,00	↓↓
32	Uruguay	4,25	↑
33	Portugal	5,33	↑
34	Tanzanie	6,00	↑
35	Papouasie Nouvelle Guinée	9,00	↑
36	Slovénie	9,14	↑↑

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus
de dix places

↑ Évolution de moins
de dix places

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	
37	El Salvador	9,30	↑↑
38	France	9,50	↑
39	Espagne	9,75	=
40	Hongrie	10,00	↓↓
41	Ghana	11,00	↓↓
42	Afrique du Sud	12,00	↓
-	Botswana	12,00	↑↑
44	Corée du Sud	12,67	↓
45	Comores	13,00	↑↑
-	Taiwan	13,00	↑
47	États-Unis (territoire américain)	14,00	↓↓
-	Argentine	14,00	↓↓
-	Roumanie	14,00	↑
50	Lettonie	15,00	↓↓
-	Trinidad et Tobago	15,00	↓↓
52	Haïti	15,67	↑
53	Moldavie	16,00	↑↑
54	Hong-Kong	17,00	↓↓
-	Maurice	17,00	↑↑
-	Samoa	17,00	↑↑
57	États-Unis (hors territoire américain)	19,00	↑↑
58	Malte	19,50	↓↓
-	Bosnie-Herzégovine	19,50	↑
-	Guyana	19,50	↓↓
61	Italie	19,67	↓↓
62	République centrafricaine	20,00	↑
63	Lesotho	21,00	↑↑
-	Sierra Leone	21,00	↑↑
-	Tonga	21,00	↑↑
66	Mozambique	21,50	↑↑
67	Mauritanie	22,20	↑↑
68	Croatie	23,33	↓↓
-	Burkina Faso	23,33	↓
70	Bhoutan	24,00	↓
-	Grèce	24,00	=
72	Nicaragua	24,33	↑↑
73	Maldives	25,00	↓↓
-	Seychelles	25,00	↓
75	Guinée-Bissau	26,00	↓
-	Sénégal	26,00	↑↑
77	Arménie	27,00	↑↑
78	Koweït	28,00	↑
79	Togo	28,50	↓↓
80	Serbie	29,00	↓↓



↑↑ Évolution de plus
de dix places

↑ Évolution de moins
de dix places

Rang	Pays	Note	
-	Bulgarie	29,00	↓↓
-	Chili	29,00	↓
-	Paraguay	29,00	↓↓
84	Kenya	29,50	↓↓
-	Madagascar	29,50	↑↑
86	Guinée	30,00	↑↑
-	Kosovo	30,00	↑
-	Timor-Leste	30,00	↑
-	Zambie	30,00	↓
90	Congo	30,38	↑↑
91	Bénin	31,00	↓↓
92	Israël (territoire israélien)	31,25	↓
93	Liban	31,50	↓↓
94	Macédoine	31,67	↓↓
95	République dominicaine	33,25	↑
96	Albanie	34,44	↓↓
97	Cameroun	35,00	↑↑
-	Guatemala	35,00	↓↓
99	Brésil	35,33	↓↓
100	Mongolie	35,75	↓↓
101	Gabon	36,50	↑
102	Chypre (partie Nord)	37,00	↓↓
103	Tchad	37,67	↑
104	Équateur	38,00	↓
-	Géorgie	38,00	↓
106	Népal	38,75	↑↑
107	Montenegro	39,00	↓
108	Bolivie	40,00	↓
-	Kirghizstan	40,00	↑↑
110	Liberia	40,50	↓↓
111	Soudan du Sud	41,25	nc
112	Émirats arabes unis	45,00	↓↓
113	Panama	45,67	↓↓
114	Qatar	46,00	↑
115	Pérou	51,25	↓
116	Ukraine	54,00	↑↑
117	Cambodge	55,00	↑↑
-	Fidji	55,00	↑↑
-	Oman	55,00	↑
-	Venezuela	55,00	↑↑
-	Zimbabwe	55,00	↑
122	Algérie	56,00	↑↑
-	Tadjikistan	56,00	↑↑
-	Malaisie	56,00	↓
125	Brunei	56,20	↑↑

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org



↑↑ Évolution de plus
de dix places

↑ Évolution de moins
de dix places

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

Rang	Pays	Note	
126	Nigeria	56,40	↑↑
127	Éthiopie	56,60	↑↑
128	Jordanie	56,80	↓
129	Bangladesh	57,00	↓
130	Burundi	57,75	↓↓
131	Inde	58,00	↓
132	Angola	58,43	↓↓
133	Israël (hors territoire israélien)	59,00	↓
134	Tunisie	60,25	↑↑
135	Singapour	61,00	↑
-	Honduras	61,00	↑
137	Thaïlande	61,50	↑↑
138	Maroc	63,29	↓
139	Ouganda	64,00	↓↓
140	Philippines	64,50	↑↑
141	Gambie	65,50	↓↓
142	Russie	66,00	↓
143	Colombie	66,50	↑
144	Swaziland	67,00	↑↑
145	RD Congo	67,67	↑
146	Indonésie	68,00	↓↓
-	Malawi	68,00	↓↓
148	Turquie	70,00	↓↓
149	Mexique	72,67	↓↓
150	Afghanistan	74,00	↓
151	Pakistan	75,00	=
152	Irak	75,36	↓↓
153	Territoires palestiniens	76,00	↓
154	Kazakhstan	77,50	↑
-	Libye	77,50	↑
156	Rwanda	81,00	↑↑
157	Ouzbékistan	83,00	↑
158	Arabie Saoudite	83,25	↓
159	Côte d'Ivoire	83,50	↓↓
-	Djibouti	83,50	↓↓
161	Guinée équatoriale	86,00	↑
162	Azerbaïdjan	87,25	↓↓
163	Sri Lanka	87,50	↓
164	Somalie	88,33	↓
165	Laos	89,00	↑
166	Égypte	97,50	↓↓
167	Cuba	98,83	↓
168	Bélarus	99,00	↓↓
169	Birmanie	100,00	↑
170	Soudan	100,75	↑



↑↑ Évolution de plus
de dix places

↑ Évolution de moins
de dix places

Rang	Pays	Note	
171	Yémen	101,00	↓
172	Viêt-nam	114,00	↓
173	Bahreïn	125,00	↓↓
174	Chine	136,00	↓
175	Iran	136,60	=
176	Syrie	138,00	↓
177	Turkménistan	140,67	↓
178	Corée du Nord	141,00	↓
179	Érythrée	142,00	↓

Reporters sans frontières assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, Montréal, New York, Stockholm, Tunis, Vienne et Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

47, rue Vivienne
75002 Paris
Tél. : 33 1 44 83 84 56
Fax : 33 1 45 23 11 51
presse@rsf.org
Plus d'informations :
www.rsf.org

